



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Marché d'intérêt national - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2022 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

En vertu de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP MIN portant sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 11 juillet 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 10 novembre 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 24 novembre 2023.

I) Rappel des principales modalités du contrat

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public, en date du 23 octobre 1968, avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. Cette convention a été modifiée par 12 avenants et arrive à échéance le 31 décembre 2028. Pour aider les concessionnaires à faire face à la crise sanitaire, un avenant n°11 a été signé le 17 décembre 2020. Il a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre liées à la Covid-19. A la suite de l'avenant n°10 de 2017 qui affichait un plan d'investissement sur 3 ans, avec reprise à la VNC des immobilisations non amorties en fin de délégation, un nouveau plan d'investissement a été contractualisé avec une enveloppe de 4,112M€ (avenant n°12).

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Madame MASSART, nommée au Conseil d'Administration du 14 octobre 2020.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du MIN de Montpellier, avec l'accueil de professionnels du territoire, la réalisation d'entretien et de travaux de l'équipement rendus nécessaires par son évolution.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour:

- Du commerce de gros et demi-gros des filières alimentaires (fruits et légumes, produits carnés, produits laitiers, produits secs ...), viticoles et horticoles qui constituent son cœur d'activité ;
- D'un pôle logistique (activité de stockage sous température contrôlée, transport) ;
- D'un pôle transformation.

En 2022, le rapport d'activités indique que ce sont 213 entreprises qui utilisent le MIN, dont 75 concessionnaires implantés sur le MIN. On note 22 arrivées, 16 départs et 5 agrandissements sur l'année.

La mise en œuvre des missions du MIN, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), élaborée en 2015 et révisée en 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial (PAT), vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). Le MIN contribue également aux enjeux d'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des boccas solidaires, ...).

Zone d'activité dédiée à la filière alimentaire, le MIN de Montpellier est confronté à différents enjeux dans un environnement qui évolue.

Le carreau des producteurs : un outil de vente en demi-gros direct producteurs

Malgré une implantation dans un bassin de consommation dynamique et une localisation en proximité du centre-ville, le Carreau des Producteurs est confronté depuis plusieurs années, comme dans d'autres MIN en France, à une baisse régulière de fréquentation des producteurs (-1 producteur en 2022). Des profils d'exploitations agricoles et des modes de commercialisation qui évoluent (augmentation des précommandes notamment) expliquent en partie ce constat, ainsi que les horaires d'ouverture, plus favorables aux grossistes.

Dans ce contexte, financé par le plan de relance France 2030, au titre de la P2A métropolitaine, un groupe de travail a été mis en place autour de la redynamisation du carreau des producteurs, animé par la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, avec pour objectifs de :

- Relancer la dynamique du carreau des producteurs du MIN en le positionnant comme un outil incontournable de la commercialisation en circuits courts et de la structuration du marché de demi-gros ;
- Amplifier le rapprochement entre la production locale et les différents circuits de distribution de produits alimentaires.

Ce travail inclut notamment une réflexion sur les horaires, notamment pour le fonctionnement du carreau des producteurs dont l'ouverture trois après-midi par semaine ne correspond pas aux habitudes de travail de certains acheteurs. Une ouverture du carreau en matinée pourrait permettre une complémentarité de gamme avec les grossistes améliorant ainsi l'attractivité du marché.

L'émergence d'un acteur collectif, Producteurs d'Occitanie

Le développement de l'association « *Producteurs d'Occitanie* » participe par son activité de semi grossiste à la redynamisation du carreau des producteurs et à la structuration d'un marché de demi-gros en produits locaux. Constituée de producteurs présents sur le carreau, l'association, en massifiant une offre produits diversifiée (essentiellement fruits et légumes) et de saison, en proposant un service de livraison mutualisé permet à ses adhérents d'atteindre de nouveaux marchés, en restauration scolaire notamment, auxquels individuellement ils n'auraient pas accès. En étant membre du réseau des plateformes de producteurs de la région Occitanie (APPRO), l'association s'ouvre la possibilité, d'élargir son catalogue produits (viandes, produits laitiers, ...), de compléter les volumes non disponibles, en fruits et légumes, sur le MIN.

Le développement d'un pôle transformation qui renforce l'attractivité du MIN

Afin de couvrir la totalité de la filière agroalimentaire, le MIN de Montpellier accueille progressivement depuis 2020 des entreprises locales de transformation. Priorité est donnée aux entreprises qui utilisent des matières premières locales et de qualité nutritionnelle avérée. Fin 2022, neuf entreprises de transformation alimentaire sont présentes sur le MIN de Montpellier.

Ces dernières années, les demandes en matière de locaux de transformation alimentaire sont nombreuses. Elles émanent soit, d'entreprises externes souhaitant intégrer l'écosystème du MIN, de porteurs de projets issus ou non d'incubateurs ou d'entreprises déjà présentes sur site, souhaitant s'agrandir ou élargir leur champ d'activité. Les principales demandes concernent la transformation végétale (38%), la viande (18%), la boulangerie-pâtisserie (15 %), les produits de la mer (9%).

Sourcing local, produits sains, accueil de petites structures, logique de mutualisation et d'ateliers partagés orientent le projet d'agrandissement du pôle de transformation alimentaire.

Une stratégie de communication à déployer

Un catalogue produit interactif visible sur le site internet du MIN permet de donner de la visibilité à l'offre produits disponible chaque mois sur le carreau des producteurs. Le MIN a pour projet d'améliorer sa communication.

Elaboration d'un schéma directeur

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN, en lien avec l'adoption de la feuille de route du MIN en juillet 2021. La SOMIMON a contribué à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société était de 17 ETP au 31 décembre 2022, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2022, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité et les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « *ville respirable* » de la Montpellier Méditerranée Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « *les derniers kilomètres* » en ville.

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet. Les tarifs évoluent au 1^{er} janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2022 avec environ 2 % d'augmentation sur 2022.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2022, le résultat net global est excédentaire de + 22K€ en progression par rapport à 2021 (soit de +5 K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3 M€ en baisse par rapport à 2021 (soit -17 K€, soit -0,6 %), dont 700 K€ pour la filière fruits et 740 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 38 K€ soit + 5%) et 591 K€ pour la plateforme entreposage, en hausse de +43 K€ soit +8%, qui représente 20% du chiffre d'affaires. La part de la filière agroalimentaire progresse avec 45% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois. On note une baisse des recettes du pôle transformation lié au départ de l'entreprise « *Il était un fruit* » de - 49 K€.

Les produits totaux représentent 3 281 K€ (en baisse de -15 K€, -0,4 %) pour un total de charges de 3 258K€ (soit -20 K€, -0,6%), évoluant dans les mêmes proportions que les produits, le résultat net de l'exercice est excédentaire de 22 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 160 K€. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 265 K€ (contre 255 K€ en 2021, 200 K€ en 2020 – rappel, réduction sur redevance 2020 de 54K€ accordée par la Métropole en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN).

Pour rappel, des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « *drive* » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2022, un avenant n°12 a été signé pour constater le bilan du plan triennal des investissements (avenant n°10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31 décembre 2021 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

L'avenant n°12 prévoit, par ailleurs, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 qui inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€. Au titre de l'exercice 2022, la SOMIMON a déjà démarré les travaux pour 233 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée et à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve au carrefour de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politique agroécologie et alimentaire, politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le terme de la concession se rapprochant, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation. Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN. Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville). La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253793-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MERCADIS SOMIMON - RAPPORT DU DELEGATAIRE - exercice 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.